

**Ana Maria Alves**

Instituto Politécnico de Bragança, Portugal

Centro de Línguas, Literaturas e Culturas da Universidade de Aveiro

[amalves@ipb.pt](mailto:amalves@ipb.pt)

<http://orcid.org/0000-0001-7762-2092>

## **De l'engagement intellectuel à la déchirure : Sartre et les autres...**

### **ABSTRACT**

Claiming responsibility is not exclusively ethical or moral, but also political and ideological. The topic of the writer's responsibility is at the heart of the main debates in the period 1914-1945. The French Intelligentsia stated its stand on the effective and active engagement of the intellectuals under the circumstances of having taken part in history. Until the end of the 1920s, intellectual commitment was feeble. It was only after the end of the 1930s that the intellectual commitment was "theorized", gradually taking off to culminate with Sartre after the Second World War – the great figure of the intellectual committed.

Keywords: responsibility, intellectual, war, commitment, ethical

### **1. Prémices d'un engagement**

L'écrivain « engagé » sait que la parole est action :  
il sait que dévoiler c'est changer et qu'on ne peut  
dévoiler qu'en projetant de changer.  
Sartre, *Qu'est-ce que la littérature ?*

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les intellectuels sont devenus, en France, ceux qui pensent et expriment leur pensée dans le but d'« intervenir » au sein de la société, étant donc amenés à servir de « guides », de « porte-parole » et militants des grandes causes. Ils seront à l'origine des principaux débats de la période 1914-1945 : patriotisme ou pacifisme, communisme ou capitalisme, anticommunisme et antifascisme. Jusqu'à la fin des années 20, l'engagement intellectuel se fait faiblement sentir. Ce n'est qu'après la fin des années 30 que l'engagement intellectuel est « théorisé », prenant peu à peu, son envol pour en arriver à son apogée, après la Deuxième Guerre mondiale avec des chantres tels Camus, Sartre, Simone de Beauvoir.

Dans la *Trahison des clercs* que Julien Benda écrit entre 1924 et 1927, l'auteur estime que ce n'est pas aux intellectuels qu'il appartient de gouverner le monde : leur réflexion doit se situer sur le plan métaphysique et non dans le domaine pratique. Le clerc doit donner son adhésion à l'idéal démocratique fondé sur la liberté, la justice et la vérité et, en aucun cas, il ne doit aliéner sa liberté ni sa liberté de jugement par l'appartenance ou militance à un parti. L'intellectuel doit dénoncer le mensonge et les méthodes employées par les hommes politiques qui se soucient plus de leurs objectifs personnels que des raisons de l'Etat ou des droits des individus. Benda rejette les idées de classe et de nation, responsables des passions politiques qui dressent les hommes les uns contre les autres : il refuse donc le bolchevisme et le fascisme et dénonce les failles de raisonnement aussi bien de Maurras que des surréalistes. Toutefois, il admet l'engagement effectif et actif de l'intellectuel dans des circonstances graves : c'est ainsi qu'il deviendra un membre très actif dans la Résistance au moment de l'Occupation.

La plupart des intellectuels deviennent les chantres du patriotisme pendant la Grande Guerre. Presque tous les instituteurs, les ecclésiastiques, les académiciens, les écrivains, les professeurs de la Sorbonne et du Collège de France – les philosophes Bergson et Boutroux, le sociologue Durkheim et les historiens Seignobos, Lavis, Hauser – se mobilisent en faveur de la guerre. L'Action Française, elle, demeure la championne du patriotisme germanophobe jusqu'au milieu des années 30.

Certains expriment leur pacifisme dès le début de la guerre : Henry Barbusse, le philosophe Alain, Romain Rolland. Ce dernier publie, même, en septembre 1914, *Au-dessus de la mêlée*. Ils apparaissent comme les grands protagonistes d'une idée qui deviendra, après la guerre, le thème central de l'engagement d'une partie considérable des intellectuels, communistes, socialistes, radicaux ou démocrates-chrétiens. Alain, par exemple, transmet son pacifisme à ses étudiants qui, à leur tour, en imprèneront leurs élèves. *Les Livres propo*s, publiés par la NRF, véhiculent les idées pacifistes et chartériennes. Certains intellectuels pacifistes sont adeptes de la SDN, briandistes, favorables à un rapprochement franco-allemand et à la construction européenne. Le communisme représente, pour quelques-uns, l'apogée de l'humanisme et l'URSS devient alors le modèle de la société nouvelle. Henry Barbusse fonde la revue *Clarté* et adhère au parti communiste en 1923. Des surréalistes tels Breton, Aragon, Eluard, entrent à la SFIC en 1927. Le marxisme attire l'avant-garde intellectuelle que représente le groupe *Philosophie* autour d'Henri Lefèvre, qui adhère au PCF, de Nizan, de Politzer et Friedmann. De même, Malraux et Romain Rolland deviennent, en 1928, des compagnons de route du communisme. Il ne faut, cependant pas, surestimer l'influence du communisme sur les intellectuels : dans la décennie 1920, les milieux universitaires se montrent peu ouverts au marxisme. En outre, la bolchevisation du PCF, à partir de 1923, en écarte la plupart des intellectuels. Dans les années 20 ils se situent plutôt à droite

et expriment leur hostilité, en particulier, à la SDN. L'Action Française exerce un attrait indéniable car elle propose une idéologie rigoureuse et propose une action. Cependant, sa condamnation par le Pape, en décembre 1926, infléchit la tendance.

En somme, de 1914 à la fin des années 20, les rares intellectuels qui s'engagent dans une voie nouvelle par leurs écrits, n'ont guère d'influence. C'est à partir de la fin des années 20 que l'engagement politique des intellectuels commence à prendre de l'importance : on commence à parler du devoir d'engagement politique pour tous les intellectuels. Beaucoup d'entre eux se consacrent au journalisme politique. De même, beaucoup de professeurs mènent une activité journalistique ou une carrière politique parallèlement à leur carrière d'enseignants. Les élections législatives de 1936 verront 59 enseignants arriver à la Chambre ! À la suite de l'échec du Cartel et de l'Action Française, les intellectuels prennent conscience que les structures traditionnelles de la France ne sont plus adaptées aux bouleversements mondiaux provoqués par la Grande Guerre. Certains envisagent alors une solution dans une voie à mi-chemin entre la démocratie et le totalitarisme, entre le capitalisme et le communisme. Ces idées sont diffusées par des revues : *Réaction*, (de tendance maurrassienne), *Combat*, *Esprit* (d'origine catholique) ou encore *Ordre nouveau* (où s'expriment Daniel Rops et Denis de Rougemont). Mais le mouvement ne concerne qu'une minorité, n'entraîne pas de résultats immédiats et les conséquences des événements du 6 février 1934 mettent fin à ces réflexions.

La manifestation du 6 février 1934 contre Daladier, Président du Conseil désigné, à laquelle participent l'extrême-droite et une association communiste d'Anciens Combattants, est présentée par la gauche comme une tentative de coup d'Etat fasciste et oblige les intellectuels à un choix dans une vie politique fortement bipolarisée. L'antifascisme est le thème mobilisateur de la gauche, l'anticommunisme, le thème mobilisateur de la droite.

De 1934 à 1936, certains, comme André Malraux, Jacques Soustelle et André Gide ont une conscience claire de leur responsabilité et soutiennent la gauche. Pour beaucoup, le combat antifasciste est inséparable de l'exaltation de l'URSS, qui apparaît comme l'adversaire irréductible du nazisme. Gide, Malraux, Aragon, Barbusse, Nizan, Jean Guéhenno, Romain Rolland mettent en relief la construction du socialisme de l'URSS et célèbrent la culture humaniste soviétique.

Pendant longtemps, ils refusent de voir les atrocités que commet Staline. Mais Gide perd ses illusions lors de son voyage en URSS en 1936. De même, lorsqu'ils comprennent ce qu'est réellement l'URSS, Nizan, Friedmann et Malraux rompent avec le communisme. En soutenant, en majorité, le Front Populaire naissant, les intellectuels renouent avec une tradition de lutte pour la démocratie. Mais le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes va se diviser entre les pacifistes autour d'Alain, favorables à une négociation avec Hitler, et ceux qui y sont opposés, selon la ligne que la Troisième Internationale impose au PCF par crainte de l'Allemagne hitlérienne. Les premiers comprennent qui est réellement

Staline mais se trompent sur Hitler, les seconds voient clair sur Hitler mais se laissent aveugler par Staline.

Par réaction contre la montée de la gauche à partir de 1934, les intellectuels d'extrême-droite, Brasillach, Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier, s'intéressent aux aspects politiques nouveaux que l'Action Française néglige : la question sociale, le rôle des masses, le Parti, l'Etat. Ils expriment leur admiration pour le fascisme italien dans un premier temps, puis pour l'Allemagne hitlérienne. Ils influencent l'opinion par leurs articles dans *Je suis partout*, *Gringoire*, *Candide*. L'extrémisme de droite attire des intellectuels comme Bainville et Gaxotte, Drieu La Rochelle, l'ancien communiste P. Marion, André Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Louis-Ferdinand Céline, Jouhandeau.

Les événements qui se déroulent à l'étranger vont, par ailleurs, exacerber les antagonismes entre intellectuels. La guerre d'Ethiopie oppose les intellectuels de gauche partisans de sanctions contre l'Italie aux intellectuels de droite qui prônent la conciliation avec les dictatures, par anticommunisme. Pour la même raison, pendant la guerre d'Espagne, les intellectuels d'extrême-droite soutiennent les franquistes par leurs écrits – Drieu la Rochelle écrit *Gilles* et Brasillach, *Les cadets de l'Alcazar* –, ou par un engagement direct. Les intellectuels de gauche comme Malraux, auteur de *L'Espoir* et Picasso, peintre de Guernica, soutiennent les républicains. Mais le déroulement de cette guerre amène des intellectuels de droite, catholiques, comme Bernanos, auteur de *Les grands cimetières sous la lune* (1938) et Mauriac, à adopter une position distincte de celle de l'ensemble de la droite.

Les agressions nazies (occupation des Sudètes en 1938 et de Dantzig en 1939) précipitent le débat des intellectuels sur la voie à suivre dans les concessions à Hitler : faut-il le laisser faire, ce qui peut prolonger la paix mais permet au dictateur de continuer les annexions ou bien faut-il accepter le risque d'une guerre ?

## 2. Responsabilité intellectuelle et sanction

Le rôle de l'intellectuel, du moins de certains d'entre eux, [est] de se porter au-delà de l'événement, de tenter des chances qui sont des risques, d'essayer les chemins de l'histoire. Il faut prendre des responsabilités.

La Rochelle, *Apud*

Lorsque la France déclare la guerre à l'Allemagne, l'attitude des intellectuels variera selon leurs convictions. La plupart des pacifistes se taisent car comme l'affirme Sartre « se taire, c'[était] encore parler » (Sartre, 1998, p. 21). Seuls Alain et Giono exigent la paix immédiate, en septembre 1939. Le pacte germano-soviétique divise les intellectuels communistes. La plupart se taisent. Quelques-uns, comme Aragon, refusent la guerre. Un tout petit nombre, dont Nizan, rompt avec les positions officielles. Les compagnons de route préparent la rupture,

comme Malraux, ou mettent leurs compétences scientifiques au service de la guerre, comme Langevin. Mais il n'y a pas d'engagement patriotique, clair, des intellectuels, comme en 1914. Une exception : celle de Jean Giraudoux, qui deviendra Commissaire Général à l'Information, responsable de la censure et de la propagande dans le gouvernement de Vichy. Après la défaite, l'attitude des intellectuels à l'égard de l'occupant et du gouvernement de Vichy se traduit souvent par une radicalisation de leur engagement politique antérieur à la guerre.

Le pétainisme de certains peut prendre la simple forme de ralliement à ce qu'ils considèrent être un chef charismatique, comme ce fut le cas de l'essayiste Emmanuel Berl qui, au début de la période de Vichy, écrit les discours de Pétain alors qu'il avait été, avant la guerre, directeur de la revue *Marianne*, créée pour combattre les idées affichées dans *Gringoire* et *Candide*. D'autres soutiennent le gouvernement de Vichy parce qu'ils en partagent l'idéal traditionaliste, catholique et anti-communiste. Les intellectuels chartéristes – disciples d'Alain –, pacifistes, sont favorables au gouvernement de Vichy car, théoriquement, il permet à la France de se tenir à l'écart du conflit. Certains intellectuels comme Drieu La Rochelle, Brasillach, Lucien Rebatet, séduits par l'idée d'Europe présentée par l'Allemagne hitlérienne, affichent une grande complicité et deviennent collaborateurs sans être nazis.

Inévitablement, la Libération pose, d'immédiat, le problème de la sanction des collaborateurs. L'épuration devient alors le temps de la chasse aux collabos, des procès et des exécutions sommaires, des purges à tous les niveaux comme si les Français essayaient, par tous les moyens, de se défaire, au plus vite, d'une partie de leur passé. D'une part, on voit surgir l'épuration des Français responsables des « crimes » de guerre, collaborateurs ou favorables à la cause allemande, parmi lesquels se trouvent des intellectuels dont les noms figuraient dans les fameuses « listes noires » établies par le Comité national des écrivains, qui réclamait le juste châtiment « des imposteurs et des traîtres » comme le rappelle Sapiro dans *La guerre des écrivains* (Sapiro, 1999, p. 568). À ce Comité se joignait les noms de François Mauriac, Jean-Paul Sartre, Paul Eluard, Vercors, Jean Paulhan, Louis Aragon, Jean Guéhenno, Edith Thomas, Simone de Beauvoir, Raymond Queneau, Charles Vildrac, etc... Parmi ces derniers se trouvaient certaines personnalités qui, comme les « imposteurs » cités plus haut et dont ils réclamaient une peine, avaient fait, durant l'Occupation, éditer et jouer leurs pièces. Néanmoins, ils allaient en accuser d'autres qui, à leurs yeux, s'étaient conduits comme des traîtres.

Parmi les « épurés », les noms de douze indésirables journalistes, écrivains, artistes et éditeurs suspects d'intelligence avec l'ennemi, - connus de la droite et de l'extrême-droite ayant été condamnés à mort ou discrédités durant l'épuration – paraissent dans cette première liste noire : Robert Brasillach, Louis Ferdinand Céline, Pierre Drieu La Rochelle, Jean Giono, Charles Maurras, Henry de Montherlant, Paul Morand, Marcel Jouhandeau, Jacques Chardonne, Alphonse de Châteaubriant, Lucien Petitjean, André Thérive...

Les intellectuels de gauche – Sartre, Aragon, Camus, Simone de Beauvoir, Elsa Triolet, entre autres – qui se retrouvaient dans le Comité national des écrivains passent alors au-devant de la scène de l'intelligentsia française tout en s'engageant dans les problèmes de leur temps et en soulignant leur position face aux traîtres. Ils publient, alors, le 9 septembre 1944, dans *Les Lettres Françaises*, le « Manifeste des écrivains français » communiqué qui, depuis lors, fait autorité et qui, d'après Gisèle Sapiro, montrait combien « les membres du Comité s'engageaient par une charte à n'avoir aucun rapport d'édition avec les auteurs recensés sur la liste, c'est-à-dire à ne pas publier dans les mêmes collections, anthologies, périodiques » (*Manifeste des écrivains français* (1944) repris par Sapiro, 1999, p. 572). Ils refusaient, en fait, de publier un texte rédigé par un écrivain dont l'attitude ou les écrits pendant l'occupation aurait apporté une aide morale ou matérielle à l'opresseur.

Une semaine après, le 16 septembre, paraît, dans le numéro 21 des *Lettres Françaises*, une nouvelle liste de 94 noms où l'on y retrouve ceux de la liste précédente et des noms tels que Rebatet, Combelle, Bonnard, Benjamin, Jouhandeau, pour ne citer que les plus célèbres.

On entrait, ainsi, de plein pied, dans ce que Michel Winock, Pascale Goetschel et Emmanuelle Loyer appellent les « années Sartre » :

L'après-guerre intellectuel est marqué par la figure omniprésente de Sartre et le succès de l'existentialisme [...]. Symbole et résumé de son époque, Jean-Paul Sartre est l'objet d'une consécration intellectuelle sans précédent [...]. L'époque distille le credo du « tout est politique » : l'art, la littérature, dire, se taire sont autant d'actes politiques, de marques de son engagement intellectuel [...] Car les intellectuels s'engagent. Cette décennie forge et fixe le modèle de l'intellectuel « armé » (Goetschel & Loyer, 1996, p. 106).

La grande question étant, désormais, de savoir quelle attitude l'écrivain doit-il prendre pour faire face à l'absurdité du monde, de la vie même, de cette époque, marquée par l'épuration. Époque dans laquelle journalistes, écrivains et penseurs semblent être plus responsables que n'importe quel autre individu. Du fait de leur statut privilégié, ils ont des comptes à rendre. Il ne s'agit plus de s'attarder au Flore ou bien aux Deux-Magots, rester neutre est impossible, se taire est impossible : ils détiennent une arme autrement dit, un élément de combat – les mots. Ce constat amène alors les intellectuels à s'interroger sur l'influence, sur le pouvoir réel des mots.

Le malaise s'installe dans le milieu intellectuel, fortement ébranlé. Un écrivain est-il responsable de ses écrits ? Où commence la collaboration de plume ? Est-ce que l'écrivain trahit s'il parle des nazis, de la question juive, de la guerre ? Est-ce qu'il faut « qu'il reflète, sans entrer dans la mêlée – parce que la mêlée est toujours injuste » (Beauvoir, 2003, p. 95).

Le débat sur « la responsabilité de l'écrivain » est lancé par l'hebdomadaire *Carrefour*, après la mort de Brasillach. Les réponses à l'enquête ont amené la nouvelle génération à se prononcer sur ce thème de la responsabilité de l'écrivain. Dans un article publié le 16 février 1945, Vercors affirme que :

ce que l'écrivain a offert à l'ennemi, ce n'est pas lui : c'est sa pensée. Et avec sa pensée celle d'autrui. Celle de tous ceux que cette pensée va convaincre ou inquiéter. Comparer l'industriel et l'écrivain, c'est comparer Caïn et le diable. Le crime de Caïn s'arrête à Abel. Le péril du diable est sans limite. Nous avons combattu, ardemment, opiniâtrement combattu (et beaucoup d'entre nous sont morts au combat), pour que chacun, et d'abord l'écrivain, puisse exprimer sa pensée en toute liberté. Au nom de cette liberté, nous laissons aujourd'hui châtier ceux qui ne pensaient pas comme nous. Ne nous trahissons-nous pas même ? La contradiction n'est qu'apparente. Une société humaine n'est homogène que si chacun de ses membres est responsable de ses actes. [...] Un écrit publié est un acte de la pensée. L'écrivain est responsable des conséquences de cet acte... » (Vitoux, 1988, p. 437)

En rupture avec le Comité national des écrivains, Jean Paulhan défendait que la trahison se reconnaissait dans les actes et non dans la parole, soutenant que la responsabilité devait retomber sur ceux qui avaient mis en pratique les idées et non sur ceux qui les avaient proférées. Ainsi, et reprenant une image lancée par le chroniqueur du

Canard enchaîné – Bredford, il écrivait et développait la parabole du mur de l'Atlantique :

L'épuration mène la vie dure aux écrivains. Les ingénieurs, entrepreneurs et maçons qui ont bâti le mur de l'Atlantique se promènent parmi nous bien tranquillement. Ils s'emploient à bâtir de nouveaux murs. Ils bâtissent de nouvelles prisons, où l'on enferme les journalistes qui ont eu le tort d'écrire que le mur de l'Atlantique était bien bâti. C'est ainsi que nous autres gens de lettres avons fait fortune, il y a trois ans. Je parle de fortune morale. Toutes les fois qu'un écrivain avait suffisamment fait l'éloge du crime ou de l'immoralité, on prenait le parti jusqu'alors de l'appeler à l'Académie Française. Il commençait aussitôt à voir les choses d'un autre œil ; cependant, ses disciples vieillissaient modestement au bagne. Mais vous avez changé tout cela : le criminel vous a paru moins coupable que le littérateur qui l'invite au crime, le traître plus digne de pardon que l'idéologie qui lui conseille la trahison. Vous décidiez de vous en prendre désormais à l'auteur plutôt qu'à l'acteur, à la cause plutôt qu'à l'effet. [...] Dans un monde où la Justice peu sûre [...] n'a que la ressource absurde de se montrer implacable, nous allions recevoir enfin notre pleine responsabilité (Paulhan, 1948, p. 98).

Jean-Paul Sartre traitera, dans *Qu'est-ce que la littérature*, la question de cette parabole du mur de l'Atlantique :

On dit aujourd'hui qu'il valait mieux construire le mur de l'Atlantique qu'en parler. Je n'en suis pas autant scandalisé [...]. Et je ne dis pas que cela soit juste [...]. Mais nous devons nous réjouir que notre profession comporte quelques dangers (Sartre, 1993, pp. 232-233).

En d'autres termes, Sartre prétendait dire à Paulhan que l'écriture est un acte et qu'à partir du moment où un écrivain écrit, il se rend responsable car « tout écrit possède un sens, même si ce sens est fort loin de celui que l'auteur avait rêvé d'y mettre » (Sartre, 1948, p. 12).

D'après Gisèle Sapiro ce débat sur la redéfinition de la responsabilité de l'écrivain se faisait à deux niveaux : « le niveau de l'éthique professionnelle, avec la codification de cette responsabilité par la nouvelle génération littéraire, Sartre en particulier ; le niveau judiciaire, à travers les procès des écrivains collaborateurs » (Sapiro, 2004, p. 224).

Sapiro affirme que « c'est cette même conception « intransigeante » de la responsabilité de l'écrivain que partage la nouvelle génération issue de la Résistance dans le débat qui va l'opposer aux partisans de « l'indulgence » et du « droit à l'erreur » (Sapiro, 2004, p. 237)

Elle ajoute que « si la responsabilité est l'aboutissement de la liberté créatrice, l'écrivain a en retour pour responsabilité de garantir sa liberté » (Sapiro, 2004, p. 239). À ce sujet, Sartre défend qu'il ne s'agit pas d'une liberté abstraite, mais au contraire d'une liberté concrète :

La liberté à laquelle il [l'écrivain] fait appel quand il écrit est une liberté concrète [...]. C'est à une indignation concrète à propos d'un événement particulier, c'est à une volonté de changer une institution particulière qu'il fait appel. [...] L'essence de la littérature est de maintenir la liberté, il n'y a pas de problème a priori de la responsabilité de l'écrivain, elle change suivant les époques. [...] Ce n'est pas seulement l'écrivain qui est responsable de son degré de responsabilité, c'est aussi la société dans laquelle il se trouve (Sartre, 1998, pp. 33-34).

### 3. En guise de conclusion

Soulignons que Sartre défend que l'éthique de la mission de l'écrivain, son engagement vis-à-vis du social, est de soumettre son œuvre à son époque, en fournir un témoignage : ses ouvrages deviendront donc, d'après lui, des revendications matérielles et datées.

Dans le premier numéro des *Temps modernes*, repris dans *Situations II*, Jean-Paul Sartre affirme que l'écrivain engagé n'est jamais neutre :

Nous nous rangeons du côté de ceux qui veulent changer à la fois la condition sociale de l'homme et la conception qu'il a de lui-même.

Puisque l'écrivain n'a aucun moyen de s'évader, nous voulons qu'il embrasse étroitement son époque ; elle est sa chance unique : elle s'est faite pour lui et il est fait pour elle. [...] L'écrivain est en situation dans son époque : chaque parole à des retentissements (Sartre, 2012, p. 13) [...] Il sait que les mots, [...], sont des « pistolets chargés ». S'il parle, il tire. Il peut se taire, mais puisqu'il a choisi de tirer, il faut que ce soit comme un homme en visant ses cibles (Sartre, 2012, p. 71).

La littérature vous jette dans la bataille ; écrire c'est une certaine façon de vouloir la liberté ; si vous avez commencé, de gré ou de force vous êtes engagé (Sartre, 2012, p. 72).



Et c'est sur cette conception de la responsabilité que, Jean-Paul Sartre, va fonder dans l'après-guerre sa théorie de la « littérature engagée » qu'il expose dans son essai *Qu'est-ce que la littérature ?* (1947) où il postule que l'écrivain doit participer aux débats collectifs de son temps.

Cette théorie sera contestée par certains intellectuels comme Aragon qui affirmera dans une interview accordée au journal *L'Express* en septembre 1971 : « je n'ai jamais été engagé, et je déteste ce mot. Il relève du système philosophique de Jean-Paul Sartre et ce mot n'entre pas dans mon humble mode de penser à moi » (Aragon, 1971, p. 11). Dans un même élan de déconstruction, André Breton avait déjà avancé l'idée que « l'ignoble mot engagement qui a pris cours depuis la guerre, sue une servilité dont la poésie et l'art ont horreur » (Judt, 1992, p. 260).

Dans *Situations IX*, Sartre prend conscience que sa théorie doit changer : « Longtemps j'ai pris ma plume pour une épée : à présent je connais notre impuissance. N'importe : je fais, je ferai des livres ; il en faut ; cela sert tout de même » (Sartre, 1972, p. 316). Ce discours désenchanté, comme le souligne, quelques années plus tard, Pierre Nora dans un article intitulé *Que peuvent les intellectuels ?*, montre combien l'écrivain – « intellectuel-oracle a fait son temps » – (Nora, 1980, p. 7). Nora ouvre, de la sorte, le débat qui signalera une décennie marquée par un discours pessimiste, un silence de l'intelligentsia française. Dans cette pénombre, l'écriture, « a cessé d'être sacrée, ou du moins n'est plus aussi sacrée qu'au temps où les intellectuels, que l'on a perdu dans les années 80, [pensons ici à la mort de Sartre, Aron], étaient vénérés comme des prophètes (Alves, 2012, p. 29). Pour décrire ce « tournant majeur des années 1980 », Dominique Viart défend que la littérature a connu, « une ré-appropriation du littéraire, par où la 'modernité' ne se donne plus comme discours d'avenir mais conscience critique d'un héritage historique et social » (Viart, 2016, p. 317).

## Bibliographie

- Alves, A. M. (2012). Nostalgie d'un âge d'or : où sont passés les intellos ? In A. P. Coutinho M. de F. Outeirinho, & J. D. de Almeida (Eds.), *La Force (In) Tranquille des années quatre-vingt : Questions posées à la culture française*. (pp. 17– 31). Porto: Universidade do Porto.
- Assouline, P. (1996). *L'Épuration des intellectuels*. Paris: Complexe.
- Beauvoir, S. de, (1947/2003). *Pour une morale de l'ambiguïté*. Paris: Gallimard.
- Benda, J. (1927/1990). *La Trahison des clercs*. Paris: Grasset.
- Chapsal, M. (1971), Interview à Aragon. *L'Express*, 20-26 septembre, p. 11.
- Goetschel P., & Loyer E. (1996). *Histoire culturelle et intellectuelle de la France du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris: Armand Colin.
- Judt, T. (1992). *Un passé imparfait. Les intellectuels en France (1944-1956)*. Paris: Fayard.
- Nora, P. (1980). Que peuvent les intellectuels ?, *Le Débat*, 1, 3-19.
- Paulhan, J. (1948). *De la paille et du grain*. Paris: Gallimard.
- Sapiro, G. (1999). *La Guerre des écrivains, 1940-1953*. Paris: Fayard.
- Sapiro, G. (2004). Ecrivains en procès : La redéfinition de la responsabilité de l'écrivain. In É. A. Hubert, & M. Murat (Eds.), *L'année 45* (pp. 223-239). Paris: Honoré Champion Éditeur.
- Sartre, J.-P. (1947/1970). *Qu'est-ce que la littérature ?* Paris: Gallimard.

- Sartre, J.-P. (1948/1993). Situation de l'écrivain en 1947. In J.-P. Sartre, *Qu'est-ce que la Littérature* (pp. 232-233). Paris: Gallimard.
- Sartre J.-P. (1948/2012). *Situations II*, Paris: Gallimard.
- Sartre, J.-P. (1948/2012). Présentation des Temps Modernes, In *Situations II*. Paris: Gallimard.
- Sartre, J.-P. (1972). *Plaidoyer pour les intellectuels*. Paris: Gallimard.
- Sartre, J.-P. (1972). *Situations IX*. Paris: Gallimard.
- Sartre, J.-P. (1998). *La Responsabilité de l'écrivain*. Paris: Verdier.
- Viart, D. (2016). Écrire au présent : l'esthétique contemporaine, In M. Touret, & F. Dugast-Portes (Eds.), *Le Temps des lettres. Quelles périodisations pour l'histoire de la littérature française du 20<sup>e</sup> siècle* (pp. 317-336). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Vitoux, F. (1988). *La vie de Céline*. Paris: Bernard Grasset.